Association des Professionnels en Conseil Climat Energie et Environnement

SELIF 2021

Loi Climat, de nouvelles exigences pour les territoires

Atelier APCC

3 Novembre 2021 | 10h00

innopublica

BL évolution

1. Introduction

www.apc-climat.fr

Avancer ensemble sur les enjeux liés au changement climatique

APCC

Association des Professionnels en Conseil Climat Energie et Environnement

MISSIONS | ACTIONS PHARES

Représenter les professionnels du conseil climat et mobilité durable

- Lien avec les pouvoirs publics
- Notes de positionnement

Diffuser les expertises et bonnes pratiques aux organisations

- Webconférences
- Événements
- Articles et publication

Créer des synergies, Échanger entre membres

- Groupes de travail
- Journées Techniques

Adaptation au changement climatique

Mobilité durable

Comptabilité, atténuation, séquestration et contribution carbone

Stratégie carbone (SBTI/ACT) Contribution neutralité 2050

Plan Climat Air Énergie Territorial

Planification énergétique des territoires

JOURNÉE DU CLIMAT AVEC L'APCC - SALLE 2

9h30

Permanence des Experts Climat de l'APCC
Membres de l'*APCC*

10h00 - 11h00

Loi Climat, de nouvelles exigences pour les territoires
Selma Benouniche, BL Evolution - Michel Roy Innopublica

11h00 - 12h00

Tenir les promesses de sa politique de transition écologique : passer de l'annonce à l'action efficace !
Michel Roy / Innopublica - Magaly Pennequin / JPC Partner

12h00 - 13h00

Permanence des Experts Climat de l'APCC
Membres de l'*APCC*

13h00 - 14h00

A Issy, un budget climat annuel pour agir collectivement
Théo SILVESTRINI, Consultant Inddigo,
AMO de la Ville d'Issy-les-Moulineaux
Marie AURIEMMA MOTTOT / Ville d'Issy-les-Moulineaux

14h00 - 15h00

Redirection écologique. Doit-on renoncer à la construction neuve en Île-de-France pour rentrer dans les limites planétaires ?

- Philippe Bouteyre, PRAXILIENCE.
- Hervé Moal, LOMA MANAGEMENT.
- Alexandre Monnin. Philosophe,
  Directeur scientifique d'Origens Medialab.

15h00 - 15h30

Le décret tertiaire, une opportunité pour réduire votre empreinte carbone
Daphnée POUPENEY,
Responsable commercial Île-de-France chez Inddigo

15h30 - 16h00

L'économie circulaire un atout de sobriété matérielle pour les territoires - Zoom sur l'étude de planification et de programmation matière et le référentiel ECI.
Magaly Pennequin / JPC Partner
Mélissa Poutrain / BL Evolution

16h00 - 17h00

Permanence des Experts Climat de l'APCC
Membres de l'*APCC*

Association des Professionnels en Conseil Climat Energie et Environnement

SELIF 2021

Loi Climat, de nouvelles exigences pour les territoires

Atelier APCC

3 Novembre 2021 | 10h00

innopublica

BL évolution

Programme de la journée Climat

10h00 - 11h00

Loi Climat, de nouvelles exigences pour les territoires

Panorama des évolutions réglementaires amenées par la Loi Climat et Résilience. Avantages d'une gouvernance de l'action climatique par les données. Cas d'usage : l'articulation PCAET - SRADDET.

Selma Benouniche / BL Evolution

Michel Roy / Innopublica

Une journée de conférences et d'échanges autour des sujets Climat et Territoires :

De 11h00 à 12h00 dans cette salle :

Tenir les promesses de sa politique de transition écologique : Passer de l'annonce à l'action efficace!

Suivi d'une permanence de nos Experts Climat APCC de 12h00 à 13h00 dans cette salle
Venez poser toutes vos questions !

Posez vos questions !

Une session de Q/R est prévue en fin de présentation

Supports de présentations

Les supports de présentations seront mis à disposition sur le site de l’APCC

Présentation des intervenants

Selma Benouniche

Consultante energie-climat chez BL évolution

- Accompagnement de démarches de PCAET (notamment en Seine-et-Marne, Yvelines)
- Bilans carbone (territoires et entreprises)
- Réalisation d'études et schémas directeur sur les potentiels de développement des énergies renouvelables et de récupération

Présentation des intervenants

Michel Roy

Consultant conduite de plans - environnement

- Pilotage et gouvernance des plans environnementaux
- Mobilisation des données et des systèmes numériques
- Management intégré et gestion de projets

2. Exigences réglementaires, planification territoriale et gouvernance par la donnée

Loi Climat, de nouvelles exigences pour les territoires

1. *Panorama des évolutions réglementaires amenées par la Loi Climat et Résilience.*
2. *Avantages d'une gouvernance de l'action climatique par les données.*
3. *(Cas d'usage - jeux de données)*

Actualités climat

- Un objectif européen revu à la hausse (réduction de 55% des émissions de GES d'ici 2030), assorti d'un pacte vert

- Par un jugement du 14 octobre 2021, le tribunal administratif de Paris a, pour la première fois, enjoint à l'Etat de réparer les conséquences de sa carence en matière de lutte contre le changement climatique.

La Loi Climat et Résilience

Cette loi, qui contient plus de **300 articles**, a été adoptée à la suite des travaux de la **Convention citoyenne pour le climat**. Elle doit permettre à la France d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030, par rapport à 1990.

- Adoptée par le parlement, suite à une CMP, le 20 juillet 2021 ;
- Loi Promulguée le 22 août 2021

Une loi **large et multidimensionnelle** avec de **nombreuses dispositions pour les collectivités.**

Une loi large et multidimensionnelle

I. Atteindre les objectifs de l'accord de Paris et du pacte vert pour l'Europe
II. Consommer
III. Produire et travailler
IV. Se déplacer
V. Se loger
VI. Se nourrir
VII. Renforcer la protection judiciaire de l'environnement
VIII. Dispositions relatives à l'évacuation climatique et environnementale

Consommer

- Création d'un Éco-Score affiché sur les produits et services du quotidien
- **Pouvoir de police de la publicité confié au maire (article 17) d'ici 2024**
- **Possibilité pour le règlement local de publicité d'encadrer les publicités lumineuses à l'intérieur des vitrines**
- Expérimentation du dispositif "oui pub"
- Développement de la vente en vrac
- Fin de la pub sur les énergies fossiles (2022) et interdiction de pub sur les véhicules les plus polluants (2028)

Produire et travailler

- Élargissement des obligations de disponibilité des pièces détachée pendant au moins 5 ans
- **Renforcer les clauses et les critères environnementaux dans les marchés publics**
- Interdiction de vente de véhicules émettant plus de 95gCO2/km (2030)
- Les salariés pourront s’exprimer sur la stratégie environnementale de leur entreprise (par le biais des CSE par exemple)

Se déplacer

- Fermeture des lignes aériennes avec alternative en train de moins de 2h30
- **Interdiction de circulation des véhicules polluants dans les agglomérations (10) en dépassement régulier des seuils de pollution atmosphérique**
- **Création de ZFE (zone à faibles émissions) dans toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants avant 2025**
- **Obligation d'expérimenter la création de voies réservées à proximité des zones à faibles émissions mobilité (transports en commun/covoiturage)**
- Mesures de tarification attractive des trains régionaux
- Expérimentation de prêts à taux zéro pour l'achat de véhicules électriques ou hybrides dans les Zones à faibles émissions (ZFE)

Se loger (1/2)

- Interdiction de la hausse des loyers des passoires énergétiques (classes F et G)
- Interdiction de mettre en location des logements mal isolés (classes F et G) à compter de 2028
- **Extension des missions attribuées au service public de la performance énergétique de l'habitat et déploiement d'un réseau harmonisé de guichets**
- Obligation d'un audit énergétique (avec proposition de travaux à réaliser) lors de la mise en vente
- Installation de panneaux solaires ou de toits végétalisés lors de la construction ou de la rénovation de grands bâtiments

Se loger - aménagement du territoire (2/2)

- Zéro artificialisation nette (ZAN) en 2050
- Diviser par deux l'artificialisation des sols par rapport à la précédente décennie pour 2030
- **Interdiction d'implanter de nouveaux centres commerciaux sur des sols naturels ou agricoles (+ de 10 000 m2)**
- Inventaire obligatoire des ZAE sur le territoire des EPCI FP à engager avant juillet 2022 et finaliser avant juillet 2023

Se nourrir

Expérimentation d'un choix végétarien quotidien dans la restauration collective publique, et un menu végétarien hebdomadaire dans tous les établissements scolaires (dès la promulgation de la loi)

Qualité des repas proposés dans la restauration collective publique : les produits acquis dans ce cadre devront comporter à l'échéance du 1er janvier 2022 au moins 50 % de produits durables et de qualité dont au moins 20 % de produits issus de l'agriculture biologique

Mesures de soutien à l'agroécologie

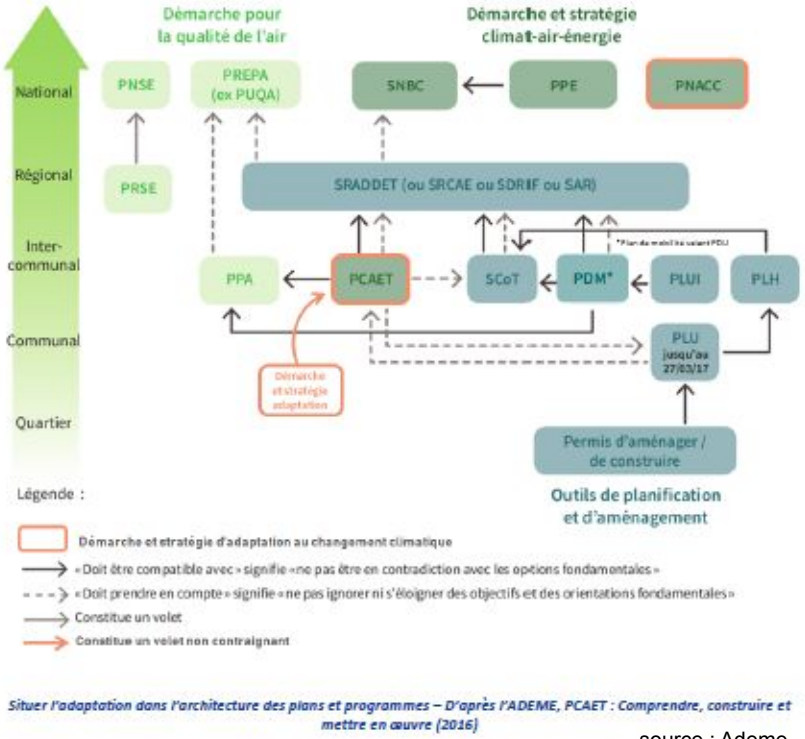
Synthèse des impacts directs pour les collectivités

- Le pouvoir de police de la publicité
- Les ZFE et le soutien aux modes de transports collectifs et décarbonés
- Le développement des énergies renouvelables
- La lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain
- Incitation à participer à des expérimentations (en matière de publicité ou de restauration collective)

Complexification de l’action environnementale

- loi Climat = une exigence de plus pour les territoires
- la superposition des dispositifs législatifs n’est pas sans coutures ni effets de bord
- s’y ajoute la multiplicité des strates de gouvernance
- le scope des thématiques environnementales demeure particulièrement large
- celui des acteurs territoriaux l’est tout autant

Des enjeux d'articulation



Situer l'adaptation dans l'architecture des plans et programmes – D'après l'ADEME, PCAET : Comprendre, construire et mettre en œuvre (2016)

source : Ademe

- ➔ **enjeux d'articulation de l'ensemble des dispositifs à portée environnementale** (PCAET, SRCAE/SRADDET, SNBC, PNACC, PPA, SDAGE, ...) **… mais pas seulement** (PLUi, SCOT, PLH, PDU, …)
- ➔ **cohérence externe des plans et chronologie ?**
- ➔ **hiérarchie des normes ?**

De la cohérence externe des plans…

- la Loi de Transition Énergétique de 2015 a introduit un changement dans l'articulation entre Schéma de Cohérence Territoriale et PCAET : les PCAET prennent désormais en compte les SCoT et plus l'inverse. Le temps de la mise en oeuvre de la loi, il arrive que certains objectifs de SCoT soient moins ambitieux que ceux des PCAET

- difficulté de transposer dans les documents d'urbanisme, les actions souvent très spécialisées ou localisées des PCAET

Des enjeux de gouvernance

- une urgence climatique
- l'action environnementale ne peut être morcelée, au risque d'être sans effet
- les contributions locales et démarches sectorielles doivent tendre vers des changements systémiques

  → valider des hypothèses et des trajectoires communes
  (EPCi connexes, département, région, national, Europe...)

  → mobiliser des leviers d'actions communs, optimisant les moyens engagés (H,O,T)

- les leviers d'actions ne se trouvent pas tous dans les mains de la seule puissance publique locale

  → fédérer l'action des acteurs publics et privés autour des objectifs à atteindre

  → les impliquer de manière opérationnelle et pérenne

Etude de l'Assemblée des Communautés de France

"La contribution des intercommunalités à la transition énergétique" - juillet 2021

Enquêtes auprès des collectivités + analyse des PCAET adoptés :

758 intercommunalités (+20 000 habitants) sont obligées et les PCAET attendus au 31/12/2018

- *au 2e trimestre 2021 :*

  → 29 % ont adopté leur PCAET, 63% sont en cours de démarche

  → 85% de la population couverte

- l'étude cible la nécessité de mobiliser les données pour renforcer l'impact des Pcaet :

  → la culture et la maîtrise de la donnée sont un préalable pour atteindre des objectifs ambitieux

  → "L'accès simple à des données comparables et exploitables est un prérequis pour établir le diagnostic, les scénarios et les objectifs."

  → "Essentiels pour rapprocher les objectifs de la mise en oeuvre opérationnelle et ajuster le plan d'actions si nécessaire, l'élaboration des indicateurs se heurte à la difficulté d'accès à des données éparses"

  → "la mobilisation des services, partenaires et citoyens est difficile, particulièrement en phase de mise en œuvre du PCAET. Elle sera facilitée si elle ne se limite pas à de l'information mais permet leur implication dans la réalisation de projets."

Les données, vecteur d'accélération de la transition écologique

- changent les niveaux de savoir traditionnels : ce qui ne se connait pas ne se maîtrise pas
- augmentent la performance décisionnelle : mieux décider, plus vite, avec moins d'erreurs
- transforment les modes d'analyse de la conduite opérationnelle : les données de la stricte connaissance environnementale peuvent être combinées à des données de toutes autres natures (économique, démographie, sociologie, …)
- font émerger des écosystèmes collaboratifs de réutilisation des données territoriales, multi-acteurs et à gouvernance partagée

Quelles données mobiliser dans la conduite des politiques environnementales ?

- les données de compréhension des phénomènes environnementaux : établissement de diagnostics, points 0, préfigurant les plans d'actions
- les plans d'actions mettent alors en jeux un spectre large de thématiques et de typologie d'acteurs

  → les données ne sont pas forcément en possession ou accessibles pour la collectivité

  → elles sont souvent disséminées et disponibles à différentes échelles spatiales et temporelles, rendant leur repérage, leur identification et leur comparaison difficile
- les opérateurs privés sont une source de jeux de données ouvertes et peuvent trouver intérêt dans l'accès aux données des collectivités

Comment mobiliser au mieux ces données ?

- Il revient aux collectivités d'établir une stratégie pour l'émergence, la maîtrise et la valorisation de leur patrimoine de données, à l'échelle de leur écosystème territoriale tout entier et dont l'action environnementale constitue opportunément un parfait cas d'usage :

  → profiter des possibilités offertes par les nouveaux usages du numérique et les démarches open data

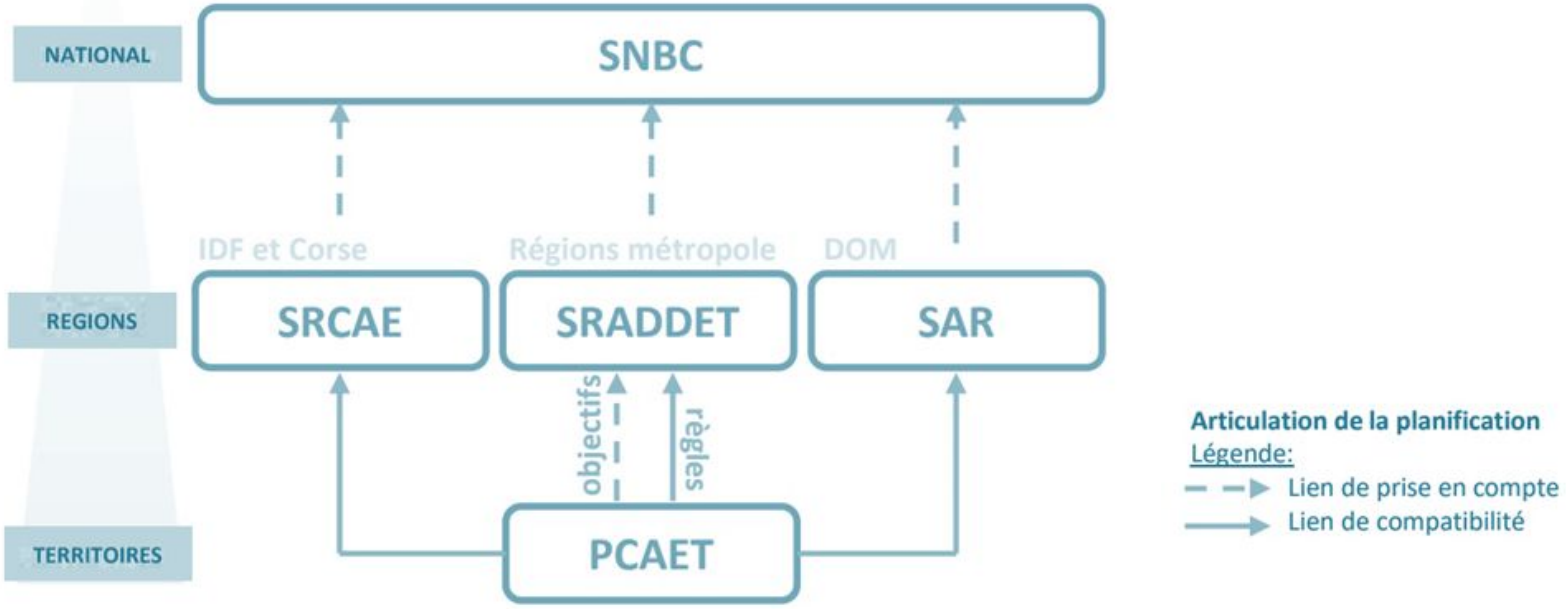
  → mettre en oeuvre une gouvernance simple et partagée, autour de partenariats ouverts et de confiance, permettent de faciliter l'engagement et la collaboration de toutes les parties prenantes
  → traitant aussi bien des questions de souveraineté que de qualité et d'interopérabilité des données

  → mobiliser les parties prenantes détentrices de données

- certaines collectivités territoriales ont orienté leur choix vers la mise en oeuvre de hub unique de données utiles (internes, externes et en open data) :

  → préfiguration d'un Climate Data Hub en région Centre-Val-de-Loire : émergence de jeux de données qualitatifs disponibles autours d'une thématique climat large, branchement des différents producteurs et utilisateurs de données territoriaux, constitutions de socle de données et de cas d'usages s'y rattachant.

Pour organiser ces actions : des outils de planification territoriale



SRCAE et Stratégie énergie climat de l'Île-de-France

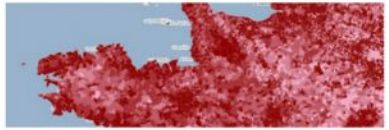
Une Région ZEN, ZAN et Circulaire

Zéro émission nette GES 2050
=> mixe énergétique et production d'EnR

Zéro artificialisation nette 2050
=> cf. loi climat, recensement CORINE Land Cover (CLC)

Economie circulaire
=> conf. 15h30 "Développer l'économie circulaire dans les territoires"

Cas d'usage artificialisation des sols



Les fichiers fonciers

Les Fichiers fonciers sont une base nationale décrivant le bâti et le non bâti. Il s'agit d'une base d'origine fiscale, présente à une échelle fine et sur l'intégralité du territoire.

Occupation du sol à grande échelle (OCS GE)

L'OCS GE est une base de données vectorielle pour la description de l'occupation du sol.

Mode d'occupation du sol de l'Île-de-France

Le Mode d'occupation du sol (MOS) est un inventaire numérique de l'occupation du sol de l'Île-de-France.

Portail de l'artificialisation des sols

CORINE Land Cover (CLC) : outil de référence de visualisation de l'occupation du sol et de son évolution (France métropolitaine et outre-mer). Produit par photo-interprétation d'images satellite

3. Échanges

4. Conclusion et synthèse

Association des Professionnels en Conseil Climat Energie et Environnement

@APCClimat

Territoires et climat

Entreprises et climat

Mobilité durable et climat

Besoin d'être accompagné·e
sur vos projets climat | mobilité durable ?

ANNUAIRE DES MEMBRES APCC

Recherchez votre prestataire en triant par :

- ☐ Zone géographique
- ☐ Domaines de compétences
  - Climat
  - Mobilité durable
- ☐ Spécialités sectorielles

RDV sur :
www.apc-climat.fr

Annuaire des membres

DOMAINES DE COMPÉTENCES CLIMAT

- **Comptabilité et stratégie carbone** (SBTI / ACT)
- **Plan d'actions** de l'empreinte carbone
- Engagement vers la **neutralité** carbone 2050
- **Plan Climat** Air Énergie Territoriaux
- **Planification** énergétique des territoires
- **Évaluation** Environnementale Stratégique
- Contribution au **financement** de projets de réduction et de séquestration carbone chez des tiers
- **Conseil en énergies renouvelables**
- ACV / Éco-conception

- **Adaptation** au changement climatique
- Plans de **transition**
- **Séquestration** carbone
- Analyse de **données** climatique
- Management de l'**environnement**
- Management de l'**énergie**
- **Atténuation**
- **Sobriété**
- Réduction

DOMAINES DE COMPÉTENCES MOBILITÉ DURABLE

- Zones à Faibles Émissions **(ZFE)**
- **Télétravail / Démobilité**
- **Transport** collectif public
- Accessibilité / Mobilité Réduite
- Mobilité inclusive
- Circulation / Stationnement
- Transport de marchandise / Logistique

- Plan de mobilité / simplifié
- Plan de mobilité employeur
- Forfait Mobilité Durable **(FMD)**
- Négociation Annuelle Obligatoire et Mobilité **(NAO)**
- Mobilité **partagée**
- Mobilité **Active / Douce**
- Déplacements **domicile travail**
- **Déplacements** professionnels
- Verdissement / Gestion des **flottes** de véhicules
- **Comité** des partenaires

contact@apc-climat.fr
01 84 16 95 76

Ne pas jeter sur la voie publique

APCC - RCS Bobigny - 532 066 727 000 35 Imprimé par : MIPP - 24 quai du Président Wilson, 33130 Bègles

Des ressources gratuites pour tous !

Des webconférences, évènements, articles, et publications chaque mois

A découvrir sur le site de l'APCC

Pour diffuser les expertises et bonnes pratiques en faveur de la transition

Pour ne rien manquer -> **inscrivez-vous à la newsletter**

Publié le : 6 octobre 2021

Webconf APCC – Le Plan Mobilité Simplifié (PMS), un outil de planification souple pour concevoir une stratégie de mobilité dans les territoires ruraux et les villes moyennes

Publié le : 11 mai 2021

Webinaire – Comment mieux connaître la séquestration carbone de votre territoire avec l'outil ALDO ?

Publié le : 3 mai 2021

Appel pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris

Publié le : 28 avril 2020

Collectivités : comment gérer vos indicateurs climat-air-énergie de manière performante ?

Événement 100% en ligne
Gratuit, inscription obligatoire

SVC SOMMET VIRTUEL DU CLIMAT

22 NOV. AU 3 DEC. 2021

VOUS AVEZ LE POUVOIR D'AGIR FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

30 WEBCONFÉRENCES
15aine d'ATELIERS
130+ INTERVENANT·ES
100+ ORGANISATIONS

COLLECTIVITÉS ET TERRITOIRES

Comment arriver
à la neutralité carbone
et rendre son territoire résilient ?

DES LEVIERS D'ACTIONS CONCRETS

DES APPORTS D'EXPERTISE TECHNIQUE

DES RETOURS D'EXPÉRIENCES INSPIRANTS

Un événement co-porté par APCC, RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ADEME, ABC, FÉDÉRATION CINOV

Sponsor Officiel bpifrance

Association des Professionnels en Conseil Climat Energie et Environnement

SELIF 2021

MERCI !

Restons en contact :

contact@apc-climat.fr
www.apc-climat.fr

@APCClimat